



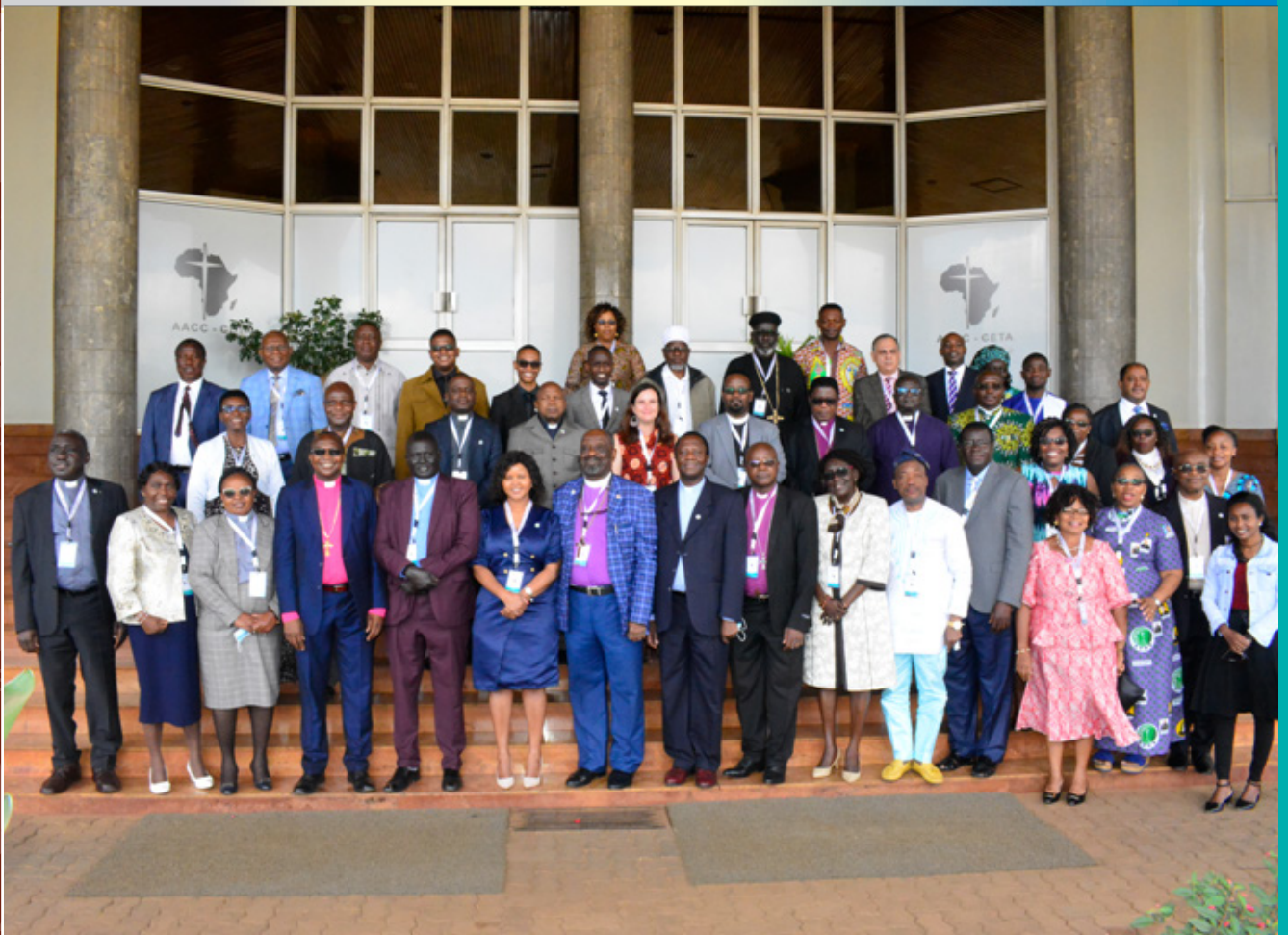
LE POULS AFRICAIN

Voix du Mouvement Œcuménique Africain



Une publication de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique

Le Comité Général prend des décisions sur l'Assemblée Générale



En route pour le Congrès des Jeunes de toute l'Afrique

Table des matières

- 3. Editorial
- 4. Du Secrétaire Général
- 5. Rencontre du Comité Général
- 6. Faits Saillants Concernant la Prochaine Assemblée Générale
- 9. En Route pour le Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique
- 10. Le Secrétaire Général de l'AEA Visite la CETA
- 12. Le Pré-Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique
- 13. La CETA et Compassion International Togo renforcent leurs liens
- 14. La Jeunesse du Ghana tient le Pré-Congrès du Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique (CJTA)
- 17. Appelé à la gloire du Seigneur
- 18. Soutenir l'Entreprenariat des Femmes en Afrique
- 20. Réflexions théologiques sur les femmes et l'entreprenariat
- 23. Les Chefs Religieux peuvent influencer l'inversion de la crise du changement climatique
- 24. Il y a un espoir que les pertes et les dommages soient inversés.
- 26. L'Église doit se soucier de la migration irrégulière
- 27. Les églises intensifient la lutte contre le trafic d'êtres humains au Nigeria
- 28. Choquant ! Filles vendues comme esclaves sexuelles au Burkina Faso
- 30. La CETA déploie une équipe d'observateurs des élections présidentielles en Gambie
- 34. S'opposer aux théologies déroutantes dans les églises africaines.



EDITORIAL

CONFERENCE DES EGLISES DE TOUTE L'AFRIQUE

Equipe de Rédaction

Rev. Prof. Bosela Eale

Evelyn Okunda

Minoo Kyalo

Carrington Nakitari

Patrick Mwangi

Secrétaire de Rédaction

Patrick Mwangi

Conception & Mise en Page

Apollo Obiero

Distribution

Conférence des Eglises de Toute l'Afrique

Contacts

ALL AFRICA CONFERENCE OF CHURCHES

General Secretariat, Waiyaki Way,

Opposite Safaricom House

P. O. Box 14205 - 00800, Westlands, Nairobi

Tel: +254 20 4441483, 44441338

Email: secretariat@aacc-ceta.org

Website: www.aacc-ceta.org

Le Pouls africain est publié trimestriellement par la Conférence des Eglises pour toute l'Afrique comme plateforme d'information, d'éducation, et de plaidoyer pour le mouvement œcuménique en Afrique. Le rédacteur reçoit des articles pour publication sans aucune obligation. Les articles doivent porter les noms complets de l'auteur, son occupation, son adresse email et ses contacts téléphoniques pendant la journée. Les articles peuvent être édités pour raison de clarté et d'espace.

Pour envoyer des articles ou le feedback, utilisez l'adresse email suivante -: secretariat@CETA-ceta.org

La CETA est un organisme œcuménique continental qui compte plus de 140 millions de fidèles à travers le continent. La CETA est la plus grande association d'églises protestantes, anglicanes, orthodoxes et indigènes en Afrique et elle est membre du réseau œcuménique mondial. La CETA est une communion de 193 membres dont des églises, des Conseils Nationaux d'Eglises (CNE), des institutions théologiques et de formation de laïcs et d'autres organisations chrétiennes dans 42 pays africains.

Du Secrétaire Général



Par le Rév. Dr Fidon Mwombeki

J'écris ces pensées au moment où la Conférence des Eglises de toute l'Afrique planifie trois grandes choses qui nous attendent. Je voudrais saisir cette occasion pour vous présenter ces événements majeurs que vous pourrez également lire dans le présent numéro du Pouls Africain.

Le Comité Général de la CETA a pris des décisions importantes concernant la prochaine 12^{ème} Assemblée Générale, qui aura lieu l'année prochaine à Abuja, au Nigeria. La décision de tenir l'Assemblée au Nigeria n'a pas été difficile, car nous voulons nous rendre là où la CETA a été conçue, lors de la Conférence de l'Eglise d'Afrique à Ibadan, au Nigeria, en 1958, organisée par le Conseil Chrétien du Nigeria (CCN) sous la direction du Dr. Akanu Ibiam de l'Eglise Presbytérienne du Nigeria. En outre, le CCN a accepté de coordonner l'accueil de cette assemblée et les églises sont dans l'engouement, une fois de plus, d'accueillir leurs sœurs et frères africains dans le grand pays du Nigeria. Ainsi, nous vous demandons de marquer la date : **12^{ème} Assemblée de la CETA, Abuja : Du 19 au 23 novembre 2023**. Le thème a été choisi : "L'amour du Christ nous presse" (2 Corinthiens 5 : 14).

Le deuxième événement consistera à célébrer le 60^{ème} anniversaire de la CETA, qui a été créée officiellement à Kampala en 1963. Cet événement se tiendra également à Abuja, **le 18 novembre 2023**. Nous voulons regarder en arrière pour voir comment le Seigneur a conduit les églises africaines dans leur voyage œcuménique. Tant de choses ont changé et l'engagement thématique de la CETA a évolué autour des besoins contextuels de l'Afrique. Nous voulons également louer Dieu pour la vision de l'avenir où le paysage du christianisme mondial est en train de changer, et où les foyers théologiques convergent à telle enseigne que nous pouvons parfois trouver difficile de distinguer les différences entre plusieurs courants du protestantisme, contrairement à la

démarcation facile que nous faisons dans le passé.

Le troisième grand événement arrive cette année : **le Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique, à Accra, au Ghana**. Ce congrès était prévu pour 2020, mais il a été annulé à cause de la COVID-19. Nos églises membres au Ghana, coordonnées par le Conseil Chrétien du Ghana avaient accepté d'accueillir jusqu'à 5000 jeunes de tout le continent, pour se concentrer sur le **thème "Afrique : Ma demeure. Mon avenir"**. C'est un événement unique en son genre, même si le nombre de participants attendus a été réduit à 2000 en raison de l'impact de la COVID-19 et de l'imprévisibilité de cette situation jusqu'à présent. Sur ce point, j'en appelle aux églises à se préparer pour envoyer leurs jeunes à ce Congrès. Les jeunes doivent y aller et réfléchir sur la manière de rendre plus vert ce qui est vert en Afrique, plutôt que de penser à partir à la recherche de pâturages plus verts ailleurs. Il n'y a pas d'autre endroit où un(e) Africain(e) se sent respecté(e), digne et aimé(e) comme chez lui/elle. Bien sûr nous savons que tout n'est pas rose en Afrique, mais quand votre maison suinte, vous n'allez pas chez le voisin. Vous réparez le toit.

Permettez-moi de terminer en remerciant Dieu pour la façon dont l'Afrique a été épargnée de pires effets de la COVID-19. En raison de nos structures sanitaires, certes moins développées, de notre incapacité à vacciner la plupart des gens, de l'infaisabilité de nous confiner comme d'autres ayant de meilleures structures économiques, toutes les projections des scientifiques étaient tout simplement catastrophiques pour l'Afrique, avec des cadavres gisant dans les rues. Ces prédictions ne se sont tout simplement pas réalisées. Et nous n'avons aucune explication. Nous remercions simplement Dieu.

Le Révérend Dr Fidon Mwombeki est le Secrétaire Général de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique. Il peut être joint à l'adresse : secretariat@aacc-ceta.org

Le Comité Général prend des décisions sur l'Assemblée Générale



Le Secrétaire Général de la CETA, Rév. Dr. Fidon Mwombeki et le Président de la CETA, Rév. Arnold Temple suivent le déroulement de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale est l'autorité législative suprême de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) qui se réunit tous les 5 ans. Depuis sa création en 1963, la CETA rassemble 204 églises et conseils chrétiens membres dans 43 pays africains en une communauté dynamique. A travers sa vision "Eglises d'Afrique ensemble pour la Vie, la Paix, la Justice et la Dignité", la vocation de l'organisation est de renforcer et soutenir la communion et l'unité entre les Eglises d'Afrique pour un témoignage commun et un service d'aide aux populations africaines.

La prochaine 12ème Assemblée générale, qui marquera également le 60ème anniversaire de la CETA, se tiendra au Nigéria en 2023 et constituera une nouvelle étape importante pour le mouvement

œcuménique en Afrique. Le Nigéria est très important car c'est là que s'est tenue la conférence historique d'Ibadan, qui a donné naissance à cet organisme continental.

La conférence d'Ibadan avait réuni 200 délégués de 25 pays, désireux de discuter de la possibilité d'une action œcuménique soutenue en Afrique.

Le Conseil Chrétien du Nigeria (CCN) a accueilli la Conférence sous la direction de Mr Francis Akanu Ibiem, éducateur, médecin et œcuméniste presbytérien, alors président du CCN. L'engagement le plus important d'Ibadan a été la formation d'un comité provisoire dont la tâche était de jeter les bases de la CETA pour être le principal agent de réflexion œcuménique et la voix commune des églises

en Afrique. La conférence a eu lieu à un moment où le continent était aux prises avec les défis de la libération, de l'indépendance et de la décolonisation.

Le plan de travail de la 12ème Assemblée générale était l'ordre du jour principal de la rencontre du Comité Général de la CETA qui s'est tenue à Nairobi le 19 novembre 2021. Au cours de la réunion, le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, a présenté la note conceptuelle de l'Assemblée Générale de 2023. Le Révérend Ini Ukpoho de l'Eglise Presbytérienne du Nigeria a présenté le rapport d'activités intérimaire du Comité d'Organisation Local du Nigeria pour l'Assemblée Générale de 2023. Les décisions clés concernant la prochaine Assemblée ont été prises comme suit :

Facteurs Saillants Concernant la Prochaine Assemblée Générale

a.	Dates de l'Assemblée	Du vendredi 17 novembre 2023 - Arrivées au jeudi 23 novembre 2023 - Départs
b.	Lieu de l'Assemblée	Abuja, Nigeria
c.	Thème de l'Assemblée	“ L'amour du Christ nous presse... “ tiré de 2 Corinthiens 5 : 14
d.	Eglises d'Accueil	Conseil Chrétien du Nigeria et Eglises membres de la CETA au Nigeria
e.	Nombre de délégués	550 délégués
f.	Dates de la pré-Assemblée	Du mercredi 15 novembre 2023 au vendredi 17 novembre 2023
g.	Célébrations du 60 ^{ème} anniversaire de la CETA	Samedi, 18 novembre 2023
h.	Séances de travail de l'Assemblée Générale	Lundi, 20 novembre 2023 au mercredi 22 novembre 2023

L'ÉQUIPE QUI TRAVAILLERA POUR SA RÉALISATION

MEMBRES PROPOSÉS DU COMITÉ DE PLANIFICATION DE L'ASSEMBLÉE

Afrique de l'Est

1. Rév. Teshome Amenu Weldesemayat

Afrique de l'Ouest

3. Mr. Jacob Leandre Jesucon Sovoessi
4. Mme Ayoko Nane Dometo Atayi Epse Toga

Afrique Centrale

5. Mme Pauline Nyingone Ep Ndong Nze
6. Pasteur Matou Mumonamalu Matuga

Afrique du Nord

7. Rév. Refat Fathy Roman Gergis

Afrique Australe

8. Rev. Fay Clare Van Edeen
9. Mr. Simbarashe Hunzwi

Eglise Orthodoxe

10. Père Thomas Onyango Okwach

MEMBRES DU COMITÉ LOCAL D'ORGANISATION

1. Rév. Dr. Israel Akanji (Vice-Président du CCN) - Président (Convention Baptiste Nigériane)
2. Le Très Rév. Dr. Evans Onyemara- Secrétaire (Méthodiste)
3. Rév. Daniel Mba Uka- Eglise Presbytérienne du Nigeria
4. Vén. Dr. Princewill Ireoba - Communion Anglicane
5. Le Très Rév. (Dr.) S T V. Adegbite – Eglise Méthodiste du Nigeria
6. Rév. Dr. Testimony O. Onifade - Convention Baptist Nigériane (NBC)
7. Diacre Kehinde Adebayo – Eglise du Seigneur
8. Major Uche Anumba – L'Armée du Salut
9. Rév. Idoreyin James- Eglise Evangélique Unie
10. Père. I. C. Nwachukwu-Asonye – Mission de la Première Eglise Africaine
11. L'ancien de l'Église James Iliya – Eglise Luthérienne au Nigeria 1
12. Le Très Rév. M. J. Tonyin- Eglise Méthodiste Africaine Unie (United African Methodist Church Org.)
13. Vén. Felix A. Onifade – L'Eglise Episcopale Africaine au Nigeria
14. Rév. Dr. Ime Jacob - Église Episcopale Méthodiste Africaine de Sion
15. Barr. D. D. Azura – Eglise Luthérienne du Christ au Nigeria
16. L'Oint Prophète Oladapo Banjo – Eglise Celica du Christ
17. L'Ointe Prophétesse Tobi Abimbola - Eglise Celica du Christ
18. Rév. (Dr.) Juliana Uzoaku Williams – Représentante des Femmes du Département des Femmes du Conseil Chrétien du Nigeria (CCN)
19. Dr. Mme Mercy John- Département des Femmes
20. Barr. Emmanuel Ekpa – Département des Jeunes du CCN
21. Ifuoma Eke – Département des Jeunes du CCN

En route pour le Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique



Par Daniel Orogo

Conceptualiser ensemble

Une Afrique pacifique et sûre a besoin d'une génération de jeunes autonomisés qui s'engagent dans la transformation holistique de leurs pays et de leur continent. Une campagne qui investira dans la jeunesse africaine et qui ravivera l'esprit du Mouvement Panafricain tel qu'il était en 1945 et dont les jeunes étaient les dirigeants est devenue très nécessaire, à cause de défis existentiels auxquels les jeunes du continent sont confrontés. Par conséquent, la CETA cherche à lancer une campagne continentale de la jeunesse sur le patriotisme africain qui créera des plates-formes pour des engagements constructifs parmi la jeunesse africaine. La campagne s'efforcera d'approfondir la prise de conscience des potentialités et des opportunités pour la jeunesse africaine. La campagne, qui prendra la forme d'un mouvement, sera institutionnalisée par la convocation d'un congrès tous les deux ans, le premier devant avoir lieu en 2022.

Le Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique (CJTA) est une initiative de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) visant à faciliter une Campagne Continentale de la jeunesse sur le patriotisme africain. La campagne qui sera mobilisée sous le thème **"Afrique : Ma demeure. Mon Avenir"** s'efforcera d'accroître la sensibilisation sur les énormes potentialités et les opportunités pour les jeunes du continent, inspirant ainsi les jeunes à être patriotes envers leurs pays et l'Afrique en utilisant leurs talents et leurs dons pour bâtir un continent prospère. Le Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique, baptisé "Accra 2022", est le premier à être organisé par la CETA. Le Congrès sera sans aucun doute un espace viable pour environ 2000 jeunes, hommes et femmes, âgés de 15 à 35 ans sur le Continent, dans la Diaspora et parmi les personnes d'origine africaine.

Le Ghana a été stratégiquement choisi pour accueillir le premier Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique pour deux raisons importantes. Tout d'abord, ce pays est celui de l'un des plus grands panafricanistes, le Dr Kwame Nkrumah, premier président de la République du Ghana. Il a été l'un des pionniers du

Mouvement Panafricain et l'un des pères fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine. Deuxièmement, le Ghana est actuellement considéré comme l'une des nations les plus pacifiques, démocratiques et hospitalières du continent.

Le Congrès accueillera des panafricanistes et des politiciens célèbres, des personnalités éminentes, des hommes et des femmes d'affaires, des entrepreneurs de renom, des personnalités sportives africaines, des héros, des héroïnes et des jeunes qui sont des champions dans différents domaines du développement en Afrique. Certains panafricanistes de haut rang qui ont démontré leur engagement et leurs actions en faveur de la transformation de l'Afrique seront des personnalités spéciales participant au Congrès. Son Excellence le Président Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République Fédérale du Nigeria et Envoyé Spécial de l'Union Africaine (UA) pour la Corne de l'Afrique, qui a gracieusement accepté d'être l'invité d'honneur, sera à la tête de cette catégorie de dirigeants éminents.

Personne ne doit être laissé de côté

L'Union Africaine, en tant qu'organe continental, a la responsabilité de faciliter les plates-formes qui défendront la participation et l'inclusion des jeunes dans l'édification d'un continent prospère. L'UA, en tant qu'unité de surveillance continentale, a pour rôle d'initier des accords juridiquement contraignants qui garantissent la paix et la sécurité du continent, qui est un foyer viable pour la jeunesse et les générations futures. Dans l'esprit de la responsabilité collective, tous les Etats parties et les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA sont tenus de ratifier les accords juridiquement contraignants et d'autres instruments qui contribueront à l'épanouissement du continent.

Pour un continent florissant qui attire et garde la jeunesse, le rôle des chefs d'Etat et de gouvernements est essentiel. On attend d'eux qu'ils ratifient et mettent en œuvre des accords, résolutions, conventions et protocoles qui facilitent l'autonomisation des jeunes et



leur participation à la gouvernance, en reconnaissant qu'ils sont les garants de la sécurité et d'un environnement favorable pour tous les peuples. Les gouvernements doivent mettre en place des réseaux de sécurité protégeant les jeunes contre les vices de la drogue et de la toxicomanie, les pratiques culturelles néfastes comme la mutilation génitale féminine, la violence basée sur le genre, le gangstérisme, la violence dans les conflits, le recrutement dans les rangs des extrémistes violents, la migration irrégulière et la traite des êtres humains.

Les organisations internationales et les agences de développement complètent les gouvernements en Afrique en soutenant des systèmes et des programmes qui assurent le plus souvent le développement socio-économique du continent. Ces organisations et agences ont l'obligation de veiller à ce que les aides fournies aux gouvernements soient utilisées pour la transformation socio-économique du continent. Les plans de développement des différents gouvernements doivent clairement inclure les aspirations de la démographie des jeunes. Les jeunes doivent être informés des aides reçues et des mécanismes mis en place pour garantir leur utilisation. Les organisations internationales et les agences de développement doivent s'assurer que les agendas de la jeunesse sont intégrés dans les plans gouvernementaux qui bénéficient d'un soutien.

Les communautés religieuses du continent sont perçues comme la boussole morale de la société africaine. Les églises, les mosquées et les autres lieux de réunions religieuses ont joué un rôle essentiel dans la socialisation des jeunes pour qu'ils se comportent de manière acceptable dans les différentes communautés

africaines. Les communautés religieuses ont un rôle prophétique à jouer pour garantir la responsabilisation des détenteurs de devoirs et la distribution équitable des ressources au profit de tous, quelles que soient leurs convictions religieuses et leur orientation culturelle.

C'est pourquoi l'UA et ses Etats membres, les organisations internationales et les agences de développement, les communautés religieuses et toutes les autres parties prenantes ont un rôle crucial à jouer pour faire du continent un véritable foyer et un avenir pour la jeunesse. Le Congrès et beaucoup d'autres initiatives offrent une opportunité viable de façonner la perception des jeunes africains afin d'approfondir leurs engagements et leur passion pour le rêve d'un continent pacifique, prospère et intégré, tout en participant en tant que citoyens du monde.

Les conversations du Congrès s'articulent autour de quatre domaines thématiques :

- **Jeunesse et Patriotisme Africain** : il s'agit de célébrer les arts, la culture et le patrimoine africains. Cette session se focalisera également sur un système éducatif qui décolonise la jeunesse africaine tout en libérant son potentiel d'innovation, d'entrepreneuriat et de création d'emplois.
- **Citoyenneté Active** : Ici, l'accent est mis sur la participation significative des jeunes à la gouvernance, à la politique et aux principaux processus décisionnels. Aussi, il faut construire une nouvelle génération de leaders panafricains transparents et responsables défendant la lutte contre la corruption en Afrique.

- **Paix et sécurité** : l'accent sera mis sur l'éradication de toutes les formes d'inégalité et d'injustice à l'origine des conflits violents en Afrique. Par exemple, des sujets tels que l'atténuation de la traite des êtres humains, la lutte contre le changement climatique, la réduction des armes à feu au silence et la réponse à la crise de la dette seront abordés.
- **Dignité africaine** : Lors du Congrès, les discussions dans ce domaine thématique porteront sur la lutte contre les inégalités et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec handicaps. De même, l'on discutera comment vaincre la xénophobie, le racisme, la persécution religieuse, l'Afrophobie, les pratiques traditionnelles néfastes et l'on analysera comment on peut avoir le Bien-être (mental, physique, spirituel, financier).

D'autres activités à organiser pendant le Congrès seront entre autres des Sessions Simultanées avec des panafricanistes de renom, des Expositions par les Coopératives, des Événements Parallèles (organisés par les organisations intéressées), une Soirée de Célébration de l'Afrique avec des performances classiques en direct par les Musiciens Afro-Centristes et des sessions de culte et de prière.

Partenariat et Parrainage

Le Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique crée des possibilités de partenariat et de réseautage avec des organisations et des institutions ayant un agenda et des programmes similaires afin d'assurer le succès du Congrès. Le partenariat et le réseautage peuvent prendre la forme d'un parrainage de jeunes au congrès ou d'un parrainage d'engagements thématiques pendant l'événement. Les particuliers, les organisations, les entreprises, les fondations et les entités philanthropiques sont invités à s'associer et à travailler en réseau avec le Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique de la CETA (CJTA-CETA).

Qui peut participer ?

Les participants au Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique seront :

- Les jeunes du Continent et ceux de la Diaspora ;
- Les jeunes d'origine africaine ;
- Les jeunes des circonscriptions de la CETA ;
- Les jeunes âgés de 15 à 35 ans ;
- Caux qui sont passionnés par le Panafricanisme et ayant fait preuve de leadership et de service dans des diverses fonctions exercées ;
- Ceux qui ont des capacités de mobiliser des ressources pour l'auto-sponsorisation dans les catégories ;

- Ceux qui s'engagent à respecter les règles et directives du Congrès, conformément aux décisions qui auront été prises par les organisateurs.

Dates : Arrivée le 29 octobre.

Départ : le 4 novembre 2022

Lieu : Pentecostal Convention Center Kasoa - Accra, Ghana

Inscription et participation

Pour participer au congrès, veuillez visiter le site Web du Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique pour l'an 2022 et manifester votre intérêt à participer au congrès [https : //allafricayouthcongress.org/create-account.html](https://allafricayouthcongress.org/create-account.html) . Une fois la procédure d'inscription terminée, les candidats ne recevront une confirmation de leur participation qu'après le processus de sélection. Chaque participant doit payer 250 \$ (USD) comme frais d'inscription.

Coût de participation

Les participants doivent mobiliser des ressources pour couvrir les coûts suivants :

- Prix du vol / prix du transport en véhicule
- Frais de visa (si nécessaire)
- Test PCR pour la COVID-19

Veuillez noter que pendant le processus d'inscription en ligne, les participants devront indiquer la catégorie d'auto-parrainage. Les catégories sont: complet (100%), partiel (75%) et moitié (50%).

Pour plus de détails et de renseignements :

Veuillez consulter le site du Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique :

Site web www.allafricanyouthcongress.org

Page Facebook @aaccyouthcongress2019

Twitter @aaccyouthprog

Instagram @aaccyouth

Email du Coordinateur du Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique :

youthcongress@aacc-ceta.org

Tél : +254 20 4441483, 0710225967

Daniel Orogo est le coordinateur du Congrès des Jeunes de toute l'Afrique. Il peut être joint à l'adresse youthcongress@aacc-ceta.org.

Le Pré-Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique



Par Collins Shava

À l'approche du Congrès de la jeunesse de toute l'Afrique (CJTA) qui se tiendra au Ghana en octobre 2022, les préparatifs sont passés à la vitesse supérieure. Le CJTA devait initialement se tenir en 2020, mais il a été reporté en raison de la pandémie de coronavirus.

Dans le cadre du cheminement vers les activités du Ghana, la CETA a organisé une rencontre pré-congrès, qui a réuni 50 jeunes leaders de tout le continent pour délibérer et partager des idées en vue du rassemblement de 2022. Les jeunes leaders ont été sélectionnés parmi les églises membres de la CETA à travers le continent. D'autres jeunes leaders en dehors du réseau des églises membres ont été invités en tant que facilitateurs et présentateurs.

Le Pré-Congrès de la Jeunesse de toute l'Afrique s'est tenu du 25 au 29 octobre 2021. Les responsables de la jeunesse ont délibéré sur les thèmes importants qui façonnent le discours en Afrique. L'événement sert de base pour les conversations orientées vers l'événement principal, à savoir le premier qui est le CJTA. Le discours d'ouverture a été prononcé par un jeune panafricaniste passionné, le Révérend Damon Mkandawire de la Zambie, qui a appelé les jeunes à travailler ensemble pour construire l'Afrique.

Les discussions ont porté sur des sujets tels que le changement climatique, la dette, les flux financiers illicites, les migrations et l'entrepreneuriat. Lors des sessions plénières, les jeunes leaders ont insisté sur la nécessité pour l'Afrique de décoloniser le système éducatif afin de relancer le mouvement panafricain.

Les jeunes leaders estiment que c'est cela la clé pour installer un logiciel de panafricanisme sur le continent. Ce sujet sera approfondi lors du principal Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique (CJTA), qui se tiendra du 29 octobre au 4 novembre 2022.



En outre, l'événement pré-congrès du CJTA a eu lieu deux semaines après que la CETA ait organisé une table ronde pour les jeunes entrepreneurs en Afrique. L'un des entrepreneurs qui avait participé à la table ronde, Henry Cobbler, un entrepreneur technologique du Ghana, a fait une présentation passionnante pendant l'événement. Les jeunes leaders ont apprécié le travail et l'essor des jeunes entrepreneurs qui mènent des projets innovants sur le continent. Les jeunes entrepreneurs constituent une pièce importante dans la transformation du continent.

L'événement a donné l'occasion aux jeunes leaders d'imaginer l'Afrique : Ma demeure. Mon Avenir. La transformation du continent nécessite l'unité des jeunes, qui sont prêts à conduire et raconter l'histoire africaine.

#Afrique Ma demeure Mon avenir

Collins Shava est le Secrétaire Exécutif de la CETA pour la Jeunesse. Il peut être joint à cette adresse : cshava@aacc-ceta.org

La CETA et Compassion International Togo renforcent leurs liens

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) et Compassion International Togo (CITg) sont des organisations chrétiennes dont la vision et le but communs consistent à servir l'Eglise en Afrique. Toutes deux travaillent pour le bien-être des africains. Au regard de tout ce qui a été fait par les deux organisations, il est clair que si elles s'unissent, leurs efforts conjoints permettront de faire beaucoup plus pour la protection, la restauration et le respect de la dignité humaine.

C'est dans cet esprit que le 4 février 2022, les deux

organisations ont signé un Protocole d'Accord pour collaborer concernant la promotion de la participation active des Jeunes et des Enfants à la vie de l'église, lutter contre les violences basées sur le genre (VBG) pour l'émancipation des jeunes filles et des femmes, et développer un sens du patriotisme chez les jeunes d'Afrique.



Le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, et le Directeur National de CITg, le Dr Koffi A. Ahonon signant le protocole d'accord

La Jeunesse du Ghana Organise le Pré-Congrès de la CJTA



Le Secrétaire Général de la CETA, Rév. Dr. Fidon Mwombeki prononçant le mot d'ouverture pendant le Congrès des jeunes du Ghana.

Le Conseil Chrétien du Ghana (CCG), en partenariat avec la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), a organisé le Congrès des Jeunes du Ghana au Centre de la Convention de Pentecôte (Pentecost Convention Centre), à Accra/ Ghana, du 8 février au 11 février 2022, sur le thème **“Ghana : Ma Demeure : Mon Avenir”**.

Le Congrès a été officiellement ouvert par le Vice-Président du Ghana, S.E. Alhaji Dr. Mahamadu Bawumia, qui a prononcé le discours d'ouverture. Dans son discours, il a mentionné certaines des avancées et étapes importantes du gouvernement actuel du Ghana. Il a également donné une perspective pour l'avenir et a exhorté les jeunes à travailler ensemble et à profiter des opportunités présentées par la 4^{ème} Révolution Industrielle.

Le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr. Fidon Mwombeki, a prononcé un discours de solidarité. Il a encouragé les jeunes à profiter des opportunités présentées dans leurs pays, plutôt que de risquer leur vie en voyageant illégalement à l'étranger. Il a exhorté les jeunes à relever le défi de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs pays. D'autres délégués de marque ont

prononcé des discours, notamment la Patronne Professeur Angela Ofori Atta, le Révérend Professeur J.O.Y. Mante, et le Secrétaire Général du CCG, le Révérend Cyril Fayose.

Le congrès de deux jours a discuté de l'église et de la politique en vue de l'Agenda 2063, de la création d'emplois et de l'emploi des jeunes, de la participation inclusive des hommes et des femmes, de la migration illégale, de la tolérance religieuse et ethnique et de l'Afrique : Ma Demeure. Mon Avenir.

Collins Shava et le Révérend Jehoshaphat Calys-Tagoe ont fait une présentation conjointe sur l'Afrique : Ma Demeure. Mon Avenir, et sur le prochain Congrès de la Jeunesse de Toute l'Afrique. Cette présentation avait pour but d'encourager et de mobiliser les jeunes à soutenir Afrique : **Ma demeure. Le point culminant de ce congrès de quatre jours a été une soirée culturelle pour célébrer la diversité de la culture africaine**



Rev Charles Berahino (CETA), Bishop Arkanjelo Lemi Wami, Rev Dr Fidon Mwombeki (Secrétaire Général de la CETA), SSSC Secrétaire Général; Fr. James Oyet Latansio, Rev Dr Ezekiel Lesmore (CETA).

Une mission Œcuménique du Soudan du Sud en Visite à la CETA

Une visite de courtoisie et une interface avec le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki dans son bureau, par une équipe éminente du Soudan du Sud le 17 janvier 2022. A la tête de cette visite de courtoisie étaient l'évêque Arkanjelo Lemi Wani, Président de la Commission Vérité et Réconciliation du Soudan du Sud, et le Secrétaire Général du Conseil des Eglises du Soudan du Sud, le père James Oyet Latansio. La CETA exhorte ses frères chrétiens à continuer de prier et d'accompagner les frères et sœurs du Soudan du Sud dans leur engagement pour la réalisation d'une paix durable dans le pays.

La CETA nomme une Directrice des Finances et de l'Administration

Le Comité Exécutif de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique a nommé Mme Phyllis Beinthimo Martha Brewah, de l'Eglise Evangélique Luthérienne de Sierra Leone, au poste de Directrice des Finances et de l'Administration, avec entrée en vigueur à partir du 1er mai 2022. Mme Brewah a plus de 20 ans d'expérience de travail pour et en relation avec les églises, notamment son église d'origine et la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM), où elle occupe actuellement le poste de Coordinatrice des Finances. Elle est titulaire d'une Licence en Sciences Economiques et Sociales, d'un Diplôme d'Etudes Supérieures en Administration des Affaires et d'une Maîtrise en Comptabilité Financière.



Nouvelle Directrice des finances et de l'administration de la CETA, Mme Phyllis Beinthimo Martha Brewah

Le Secrétaire Général de l'AEA Visite la CETA



De gauche à droite : Jim Olang (AEA), Evelyne Okunda (CETA), le Secrétaire général de l'AEA, le Révérend Dr Master Oboletswe Matlhaope, le Secrétaire général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, Ann Kioi (CETA), le Dr Bright Mawudor (CETA).

Le Secrétaire Général de l'Association des Evangéliques en Afrique (AEA), le Révérend Dr. Master Oboletswe Matlhaope, a rendu une visite de courtoisie à la CETA, le 28 février 2022. Il a été reçu par le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki. Au cours de la visite, l'équipe de la CETA et celle de l'AEA ont discuté de divers problèmes affectant les chrétiens en Afrique, de différents travaux auxquels participent la CETA et l'AEA, et de domaines de collaboration future possible entre les deux organisations.

Accélérer la vaccination contre la COVID-19 en Afrique

Les chefs religieux, les Associations Chrétiennes de Santé et les Organisations d'Approvisionnement en Médicaments appellent à l'action pour accélérer la vaccination contre la COVID-19 en Afrique.

Dans un appel aux gouvernements et aux organisations de développement, les chefs religieux d'Afrique, les Associations Chrétiennes de Santé (ACS) et les Organisations d'Approvisionnement en Médicaments (DSO) ont formulé un large éventail de recommandations pour accélérer l'adoption de la vaccination contre le coronavirus (COVID-19). L'Appel à l'Action est lancé alors que l'on s'inquiète du retard pris par l'Afrique dans la vaccination de sa population, en partie à cause des mythes, des idées fausses et des informations erronées, ainsi que de la distribution inégale des vaccins.

Seuls six millions de personnes se font vacciner chaque jour en Afrique, selon les experts de la santé. Ce chiffre doit s'élever jusqu'au moins 36 millions, la zone de sécurité recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Mais les dirigeants de l'Église et de diverses confessions religieuses, les organisations chrétiennes de santé et les organisations d'approvisionnement en médicaments s'efforcent de changer la situation. Du 23 au 25 mars, ces groupes ont organisé un webinaire intitulé "Vaccination contre le COVID-19 en Afrique : Foi et Science en Conversation, pour faire le point sur les progrès de la vaccination contre la COVID-19 en Afrique.

"Nous pensons que les chefs religieux en Afrique ont un rôle très important à jouer pour inciter les communautés à se faire vacciner" a déclaré le Révérend Fidon Mwombeki, Secrétaire Général de la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA), lors de l'ouverture du webinaire le 23 mars. "Ainsi, nous en tant que chefs religieux et professionnels scientifiques, nous devons discuter avec nos gouvernements de la manière dont nous pouvons influencer les gens à se faire vacciner."

Le Réseau Pharmaceutique Œcuménique (EPN) avait organisé la conférence virtuelle, en collaboration avec la Plateforme Africaine des Associations de Santé (ACHAP) et la CETA. Selon les groupes, il est nécessaire de combler les lacunes existantes dans la compréhension du fonctionnement des vaccins au sein des communautés religieuses et de dissiper les mythes et les idées fausses. Il est également nécessaire de renforcer le partenariat direct entre les systèmes de santé confessionnels africains et les gouvernements africains afin d'influencer la réponse communautaire en matière de vaccins, selon les organisations.

"Notre objectif en nous réunissant était d'essayer d'améliorer les systèmes confessionnels en Afrique subsaharienne dans les campagnes de vaccination contre la COVID-19 et les réponses aux pandémies. Nous voulons être dans cette tâche ensemble et parler le même langage, aborder les mêmes questions d'une seule voix", a déclaré Richard Cizungu Neci, Directeur Exécutif du Réseau Pharmaceutique Œcuménique (EPN).

Tout en s'engageant à continuer à fournir des services de santé, à créer des communautés accueillantes et à respecter la dignité de toutes les personnes, quels que soient leur âge, leur sexe et leur état de santé, les groupes ont reconnu que la diffusion de la vaccination était faible, alors que les effets de la pandémie se font largement sentir sur le continent.

Dans l'appel à l'action, les chefs religieux et l'organisation demandent instamment aux gouvernements africains de s'associer aux réseaux de santé des églises et aux organisations d'approvisionnement en médicaments pour distribuer les vaccins contre la COVID-19, fournir des services de dépistage, de soins et de traitement dans les institutions gouvernementales et religieuses. Ils souhaitent également que les gouvernements financent la recherche et le développement d'usines de vaccins en Afrique et qu'ils prennent en charge tous les orphelins et les populations vulnérables, entre autres recommandations.

Selon les organisations, les partenaires de développement, tels que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) des Nations Unies et le Centre pour le Contrôle et la Prévention des Maladies (CDC), devraient contribuer à la mise en place des centres de production de vaccins et renforcer les capacités de recherche des scientifiques et des institutions en Afrique, entre autres recommandations. Les États membres de l'Union Européenne et le gouvernement des États-Unis devraient envisager de procéder à des transferts de technologie et de renforcer les capacités de réponse régionales, afin de contribuer à la lutte contre le risque de nouvelles mutations, insistent les groupes, tout en appelant à soutenir les efforts visant à remédier aux hésitations en matière de vaccination dans les contextes locaux.

"Nous sommes à un bon point de départ. Nous avons commencé sur le même pied d'égalité que les acteurs religieux pour voir où nous convergeons et quelles sont les questions sur lesquelles nous voulons travailler ensemble", a déclaré Nkatha Njeru, PDG de la Plateforme des Associations Chrétiennes de Santé (ACHAP). "Nous continuerons à réfléchir à la science, à fournir des informations pour nous soutenir mutuellement et à nous consulter, afin de parvenir là où nous voulons arriver en tant qu'Afrique. Nous continuerons à nous parler les uns aux autres."

Le Révérend Dr Ezekiel Lesmore, Directeur des Programmes de la CETA, a déclaré à la clôture que le groupement œcuménique espérait qu'après la réunion, les organisations approfondiraient les discussions sur la manière de s'attaquer à l'hésitation à se faire vacciner en Afrique et à toutes les questions connexes dictées par des mythes et des idées fausses et par la perspective religieuse.

Le Patriarche Abune Merkorios entre dans la Gloire : la CETA Exprime sa Sympathie à l'Eglise Orthodoxe Tewahedo d'Ethiopie



Le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, s'adressant aux personnes en deuil lors des funérailles de Sa Sainteté Abune Merkorios.

Le 4ème Patriarche de l'Eglise Orthodoxe Tewahedo d'Ethiopie, Sa Sainteté Abune Merkorios, est décédé le 1er mars 2022 à Addis-Abeba. Le Secrétaire Général de la CETA a eu l'honneur de transmettre les condoléances à l'Eglise et d'assister aux funérailles de Sa Sainteté le dimanche 13 mars à la Cathédrale de la Sainte Trinité à Addis-Abeba.

De très hauts hommages ont été rendus au Patriarche Abune Merkorios par l'ensemble des dirigeants de son église, les chefs d'État et de gouvernement, notamment le Président et le Premier Ministre de la République Fédérale d'Éthiopie, ainsi que de nombreux autres dignitaires éthiopiens et étrangers. Ce qui a été souligné à plusieurs reprises, c'est son engagement en faveur de la paix et du développement tout au long de son mandat à la tête de l'Église, tant en Éthiopie qu'en exil où il a été contraint de se rendre en raison de problèmes dans son propre pays.

En nombre de fidèles, l'Église Orthodoxe Tewahedo d'Éthiopie est le plus grand membre de la CETA.



Promouvoir l'entreprenariat des femmes en Afrique



Par Ann Kioi



Photo de groupe des participants

La CETA organise un Programme d'échange pour renforcer leurs connaissances et leurs compétences

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) a organisé un programme d'échange de trois jours pour les femmes entrepreneuses, sur le thème "Promouvoir l'Entreprenariat Féminin en Afrique", conformément à son objectif stratégique de promouvoir l'entreprenariat et l'innovation sur le continent. La CETA reconnaît les initiatives déjà prises par les gouvernements africains pour créer des environnements propices à l'entrepreneuriat féminin. Les femmes africaines entrepreneuses sont les principaux moteurs d'une croissance économique durable. Alors que les femmes représentent près de 50% de la population mondiale et apportent une contribution substantielle au développement socio-économique mondial, certaines normes sociales rétrogrades ont maintenu la plupart des femmes et des filles, notamment en Afrique, dans une situation de risque accru de pauvreté, de violence et d'abus. The Entrepreneurship exchange Le programme d'échange sur l'entreprenariat qui s'est tenu dans un cadre présentiel à Nairobi, au Kenya, et virtuellement pour une partie des

participants qui ne pouvaient pas se rendre à Nairobi, a été suivi par des femmes entrepreneurs issues des églises membres de la CETA représentant dix-sept (17) pays africains, à savoir le Nigeria, le Togo, la Côte-d'Ivoire, Madagascar, le Sénégal, le Ghana, l'Afrique du Sud, la RDC, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Zimbabwe, la Zambie et le Kenya, entre autres. Il a été conçu pour offrir une plateforme aux femmes entrepreneuses afin qu'elles puissent apprendre, se mettre en réseau et échanger des idées innovantes avec d'autres entrepreneurs et innovateurs ayant réussi sur le continent ; créer un espace pour la mise en réseau et le modelage de rôle parmi les entrepreneurs participants ; fournir une plate-forme pour l'apprentissage des principes de leadership éthique dans les affaires et renforcer et faciliter le partage des connaissances entre les femmes sur les défis et les opportunités de l'entrepreneuriat en Afrique.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, a accueilli les participants au forum en encourageant les entrepreneuses à s'affirmer dans la sphère des affaires.

Il a souligné l'importance de mettre en avant les hommes et les femmes dans les engagements entrepreneuriaux. "C'est la raison pour laquelle nous avons ce programme d'échange (pour les femmes entrepreneuses)", a-t-il déclaré. Tout en soulignant le rôle important que les femmes jouent dans le développement socio-économique de la société, il s'est dit préoccupé par le fait que, malgré l'immense contribution des femmes au développement, beaucoup d'entre elles restent en retrait, alors que leur rôle dans la création de richesses n'est ni reconnu ni apprécié.

Il a noté que la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) - qui vise à stimuler le commerce intra-africain en fournissant un accord commercial

complet et mutuellement bénéfique entre les États membres de l'Union africaine (UA) offre d'immenses possibilités aux femmes dans le monde des affaires, notamment en matière de financement.

L'oratrice invitée, la Commissaire Njoki Kahiga - Présidente du Women Enterprise Fund - a donné un aperçu du statut mondial des femmes dans l'entrepreneuriat, soulignant la contribution des femmes à l'économie mondiale et l'impact de l'entreprise mondiale sur les familles et les nations.

Décrivant l'entrepreneuriat féminin comme un phénomène mondial en pleine expansion, elle a déclaré que l'Agenda 2063 de l'Union Africaine reconnaît les femmes comme un moteur essentiel de la croissance durable.

"Les femmes entrepreneuses africaines sont fondamentalement les principaux moteurs d'une croissance économique durable et d'une prospérité généralisée et inclusive", a-t-elle déclaré.

Elle a toutefois noté que les femmes ne peuvent exceller que si elles sont libérées de menottes de la culture et de la réglementation, qui étouffent leur participation active dans divers secteurs de l'économie.

Elle a déclaré que le Women's Enterprise Fund, créé pour permettre aux femmes d'accéder à des crédits abordables, a à ce jour déboursé 22,8 milliards de shillings kenyans à 1,9 million de femmes entrepreneuses à travers le Kenya.

"Nous devons travailler avec toutes les parties prenantes, notamment nos gouvernements, pour souligner l'importance d'éliminer toutes les barrières qui entravent l'entrepreneuriat économique des femmes."

Ann Kioi est la Responsable de la Conception des Programmes et de la mobilisation de Fonds de la CETA

Réflexions Théologiques sur les Femmes et l'Entreprenariat



Par Rév. Dr. Lydia Mwaniki (PhD)

Une Inspiration pour les femmes entrepreneuses en Afrique et une quête pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Le développement durable ne peut être atteint ou soutenu en Afrique (et dans le monde) si la moitié de la population du continent est exclue des processus de développement. Ngone DIOP, Conseiller Principal pour les Questions de Genre, CEA

Introduction

La promotion des compétences entrepreneuriales des femmes pour la création des richesses est l'un des objectifs programmatiques de la stratégie 2019-2023 de la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA), dont l'une des interventions consiste à créer un forum pour les femmes entrepreneuses afin qu'elles puissent partager des idées et présenter des exemples de réussite pour inspirer d'autres femmes. Bien que plusieurs histoires de réussite aient été partagées et présentées, il est également évident que les femmes entrepreneuses en Afrique sont confrontées à plusieurs défis qui, s'ils ne sont pas relevés, pourraient empêcher la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) - L'Afrique que nous Voulons, en particulier l'aspiration 6 : "Une Afrique dont le développement est mené par les gens, en s'appuyant sur le potentiel offert par le peuple africain, en particulier ses Femmes..." et l'objectif de développement durable numéro 5 sur la réalisation de l'égalité des sexes d'ici 2030. Cet article met en lumière certains des défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneuses en Afrique et propose une base théologique pour les femmes et l'entreprenariat comme motivation pour renforcer l'engagement entrepreneurial des femmes sur le continent et faciliter la réalisation des objectifs de développement mondiaux et continentaux.

Les femmes et l'Entreprenariat en Afrique

La participation des femmes à l'activité économique a augmenté au cours des dernières années. Par rapport aux autres régions du monde, l'Afrique subsaharienne compte le plus grand nombre de femmes entrepreneuses, soit 27 % en 2017.

Cette situation remodèle la perception incorrecte selon laquelle les femmes africaines ont un apport marginal dans la production économique globale. Néanmoins, les femmes entrepreneuses continuent de subir des écarts liés au sexe.

Bien que 61% des femmes africaines travaillent, elles sont toujours confrontées à l'exclusion économique car leurs emplois sont sous-payés et sous-évalués. On accorde ainsi un statut et une importance sociale inférieurs au rôle de la femme. En outre, de nombreuses femmes travaillent principalement dans le secteur informel.

Des obstacles structurels profondément enracinés (par exemple la répartition inégale des ressources, du pouvoir et de la richesse), combinés aux institutions et normes sociales qui entretiennent l'inégalité, freinent les femmes africaines et le reste du continent.

Les normes sociales constituent un obstacle évident au progrès des femmes africaines, limitant le temps qu'elles peuvent consacrer à l'éducation et au travail rémunéré, ainsi que l'accès aux biens économiques et financiers.

La santé des femmes africaines est gravement

affectée par la surcharge de travail, des pratiques néfastes telles que le mariage précoce, la violence sexuelle et physique, les mutilations génitales féminines (MGF) dans certaines communautés, et une mortalité maternelle élevée - les femmes les plus à risque étant celles en âge de procréer.

Alors, comment la théologie peut-elle être utile pour relever tous ces défis ? La section ci-dessous donne une vue d'ensemble des femmes et de l'entrepreneuriat dans la Bible, après quoi des réflexions théologiques sur le rôle de la théologie dans le renforcement de la pleine participation des femmes à l'entrepreneuriat sont proposées.

Réflexions Bibliques et Théologiques sur les Femmes dans l'Entrepreneuriat

(a) Les Femmes et l'Entrepreneuriat dans la Bible

La Bible ainsi que d'autres documents extrabibliques livrent de nombreuses informations sur les femmes dans l'entrepreneuriat, notamment dans le Nouveau Testament. Le Nouveau Testament a été écrit à l'époque de l'Empire romain.

Légalement, la femme romaine était subordonnée à l'homme à plusieurs égards. Malgré cela, elle avait le droit de posséder des biens, même au sein du mariage. Elle pouvait acquérir des biens par le biais du veuvage, de l'héritage et même de transactions commerciales. Certaines femmes influentes géraient des entreprises personnelles, engageaient des actions en justice et se défendaient devant les tribunaux, tandis que d'autres assumaient des rôles publics en tant que protectrices.

(b) Rôle de la théologie dans le renforcement de l'engagement des femmes dans l'entrepreneuriat en Afrique

Il y a plusieurs bases bibliques et théologiques de l'égalité des sexes, qui peuvent être appliquées pour renforcer l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie, éliminant ainsi les écarts entre les sexes dans le développement économique, qui entravent la pleine participation des femmes à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063 de l'UA. En voici quelques-unes :

- (i) La théologie de la création de l'homme et de la femme à l'image de Dieu (Genèse 1 : 27). Il s'agit du premier texte biblique égalitaire, qui enseigne que, bien que les hommes et les femmes soient

de sexe différent, ils sont égaux devant Dieu. Ils ont la même valeur et la même dignité, ils ont les mêmes droits et privilèges, y compris le privilège de se multiplier et d'être les gardiens de la création de Dieu (Genèse 1 : 28).

- (ii) L'approche libératrice de Jésus à l'égard des femmes et des marginaux. En effet, Jésus a défié la religion et la culture pour accorder la dignité aux femmes et autres mésadaptés sociaux dans les communautés juives et païennes.
- (iii) La participation des femmes au processus de développement dans la Bible, par exemple la Reine de Saba (I Rois 10), la "femme sage" de Proverbes 31 et Lydie (Actes 16) et d'autres exemples de femmes entrepreneuses mentionnés ci-dessus, devrait inspirer l'Église à s'attaquer aux obstacles à la pleine participation des femmes à l'entrepreneuriat en Afrique.
- (iv) L'image que Paul donne de l'Église en tant que Corps du Christ (1 Cor 12) montre que chaque partie du corps est importante et ajoute de la valeur à l'ensemble du corps lorsqu'elle est pleinement fonctionnelle. Les parties dysfonctionnelles du corps l'affaiblissent et le rendent moins productif. Il en va de même pour le développement économique lorsque les femmes, qui constituent la moitié de la population humaine, sont moins fonctionnelles.

Néanmoins, l'Église doit également offrir une interprétation vivifiante des passages bibliques sexistes, qui présentent la femme comme inférieure à l'homme, contrairement à la lumière des textes égalitaires ci-dessus. Ces passages sont entre autres 1 Cor 11:3,7 ; Eph 5:22 et 1 Tim 2:8-15.

Conclusion

La Bible et la théologie offrent une base solide pour les femmes dans l'entrepreneuriat et l'égalité des sexes qui, si elle est adoptée, peut améliorer considérablement la participation des femmes dans l'entrepreneuriat sur le continent. Les relations de genre et les rapports de force qui leur sont inhérents sont socialement construits. Ils ne sont donc pas statiques et peuvent être transformés, notamment par des réflexions théologiques sur les bases scripturaires de la justice entre les sexes.

La Révérende Dr Lydia Mwaniki est la Directrice de la CETA pour le Genre et les Femmes. Elle peut être jointe sur lydiamwaniki@aaccc-ceta.org.

La CETA commémore la Journée Internationale de la Femme et lance une trousse à outils pour la défense de la justice des veuves.

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), principal groupement œcuménique d'Afrique, s'est jointe à la commémoration mondiale de la Journée Internationale de la Femme, en lançant un appel à l'implication des femmes et des filles dans l'adaptation, l'atténuation et la réponse vis-à-vis du changement climatique.

Des chefs d'églises, des membres du clergé et des femmes responsables des bureaux chargés des questions de genre ont convergé vers le siège de l'organisation à Nairobi pour cet événement hybride, aux côtés des champions masculins de la CETA pour la justice de genre, des jeunes, des veuves, des personnes vivant avec handicap, des responsables d'organisations de personnes vivant avec handicap et d'organisations de développement et de lutte contre le changement climatique. Les responsables ont également exhibé une trousse à outils de plaidoyer pour la justice des veuves.

“Alors que la société s'efforce de reconnaître et de confier aux femmes des responsabilités en matière de leadership, l'Eglise reste loin derrière”, a déclaré le Rév. Dr Fidon Mwombeki, Secrétaire Général de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique. “En ce qui concerne le changement climatique, nous devons également demander aux églises de permettre aux femmes de prendre des responsabilités.”

Le thème de la CETA pour l'événement était : “Briser les préjugés aujourd'hui pour un avenir durable : Le rôle de l'Eglise dans la promotion de l'égalité des sexes dans l'adaptation, l'atténuation et la réponse vis-à-vis du changement climatique”. Ce thème rime avec les appels croissants à inclure les femmes dans les efforts pour résoudre la crise du changement climatique, puisqu'il s'agit de la catégorie la plus touchée par ce défi. Les moyens de subsistance des femmes, qui constituent la majorité des pauvres dans le monde, dépendent des ressources naturelles telles que l'eau et le bois de chauffage. Ces ressources sont aujourd'hui menacées par le changement climatique. Par exemple, lorsque les pluies font défaut, les femmes sont les plus durement touchées car elles sont nombreuses à travailler dans l'agriculture, la production alimentaire et la sécurité alimentaire. L'augmentation des prix des aliments affecte les pauvres, dont la plupart sont des femmes.

En outre, selon les représentants de l'Eglise et d'autres experts, sans une plus grande égalité entre les sexes, il pourrait être difficile de parvenir à la justice climatique et au développement durable.

Lors de la commémoration, les réalisations des femmes et des filles en réponse à la crise du changement

climatique ont été mises en évidence et les opportunités, les lacunes et les défis auxquels les femmes et les filles sont confrontées en raison de cet événement ont été soulignés. Les intervenants ont également émis des recommandations sur la manière dont les églises, les gouvernements, les décideurs politiques et les parties prenantes peuvent garantir l'égalité des sexes dans les actions liées au changement climatique.

“Le résultat renforcera la voix de la CETA dans son engagement régional et mondial dans le domaine crucial du changement climatique”, a déclaré le Révérend Dr Lydia Mwaniki, Directrice pour le Genre et les Femmes à la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique.

Augustine Njamnshi, une représentante de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA) au Cameroun, a déclaré que le changement climatique a commencé dès 1830, mais tout au long du processus, les impacts ont été ressentis le plus par les personnes vivant dans des pays qui ne sont pas responsables de la crise.

“Le changement climatique affecte davantage les femmes (en Afrique). Ce sont les femmes qui devraient être à l'avant-garde. Elles doivent faire partie de la solution”, a déclaré Mme Njamnshi dans son discours d'ouverture.

Les principaux chefs d'église d'Afrique ont délivré des messages de bonne volonté lors de l'événement. Une table ronde intitulée “Amplifier nos voix pour briser les préjugés sexistes aujourd'hui pour un avenir durable” a également eu lieu.

“Les femmes vivant avec handicap sont trois fois désavantagées : en tant que femmes, en tant que personnes vivant avec handicaps et en tant que victimes du changement climatique”, a déclaré Grace Achieng, chargée de programme à la Fédération Nationale des Femmes Handicapées, lors du débat. “J'appelle les églises à nous inclure dans leurs comités sur la justice climatique et dans leurs discussions. Nous pouvons apporter quelque chose à la table en tant que partie de la solution. Nous savons où la chaussure blesse.”

Dans l'entretemps, la boîte à outils de plaidoyer pour la justice des veuves dévoilée lors des célébrations répond également à la question de la justice climatique.

“La CETA reconnaît que les veuves en Afrique subissent plus du double de la violation d'une femme mariée à cause de certaines normes et croyances culturelles, qui les soumettent à des pratiques déshumanisantes leur privant de leurs droits et de leur dignité. Les veuves sont exposées à la pauvreté, ce qui rend l'impact du changement climatique encore plus hostile pour elles”, indique le document conceptuel de la célébration.

Les Leaders Religieux peuvent influencer l'inversion de la crise du changement climatique



Par Patricia Kombo

La CETA conduit les églises africaines à la COP 26 à Glasgow

Dans les moments difficiles, les organisations confessionnelles ont toujours fait preuve d'unité pour répondre aux crises. Elles ont donné une aide humanitaire aux plus touchés et ont fait un plaidoyer pour un monde résilient au changement climatique.

Lors du sommet des Nations Unies sur le climat (COP26) qui vient de s'achever à Glasgow, en Ecosse, en novembre 2021, la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) a appelé les dirigeants mondiaux à s'engager à faire face aux pertes et aux dommages causés par la crise climatique, et à reconnaître le rôle des acteurs religieux qui sont proches des communautés qui en souffrent.

L'Afrique reste vulnérable à la crise climatique causée par le changement climatique. Les pertes et dommages irréversibles ont continué à avoir un impact sur les moyens de subsistance, la santé, la disponibilité de la nourriture et de l'eau, alimentant la violence et causant des déplacements des communautés.

Pour la première fois, la CETA a suivi de près le sommet des Nations Unies sur le climat en participant physiquement à la Zone Verte. Ce sommet s'est penché sur le rôle des organisations confessionnelles dans l'atténuation des effets du changement climatique.

La CETA avait une forte délégation dirigée par le Secrétaire Général, le Dr Fidon Mwombeki. Elle comprenait le Directeur des Programmes de la CETA, le Révérend Dr Lesomore Ezekiel, le Directeur Gordon Simango, et le Secrétaire Exécutif de la Jeunesse, Collins Shava.

Préoccupée par la méfiance et les promesses vides émises lors des précédentes négociations sur le climat, la CETA a soumis des "demandes clés" à la présidence de la COP26, aux pays développés qui sont parties à la COP 26, à l'Union Africaine, aux parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et aux gouvernements africains. L'une des "demandes clés" était de faciliter l'engagement significatif des communautés religieuses dans les processus de la COP, comme l'exige l'article 12 de l'Accord de Paris.

Lors de la COP26, la CETA a échangé avec des organisations partageant les mêmes idées que les siennes afin de délibérer sur la manière de renforcer la voix des organisations confessionnelles. La discussion, qui a été organisée

par l'Armée du Salut et Christian Aid, a mis en évidence l'importance des chefs religieux dans la protection de la planète.

Lors d'un culte commun à l'Eglise Paroissiale de Sherbrooke Mossspark, le représentant de la CETA a donné un aperçu de l'impact du climat sur les moyens de subsistance. Il a appelé les croyants à faire un plaidoyer et rester unis pour défendre la justice environnementale et exiger des actions de la part de leurs gouvernements.

"Lorsqu'une inondation survient, elle ne contourne pas un chrétien, un musulman ou un hindou, c'est toute la communauté qui est touchée. En observant la nature, nous apprenons tous que, quelles que soient nos croyances religieuses, il est de notre responsabilité collective de protéger la terre", a-t-il déclaré.

Dans le cadre des quatre principaux objectifs de la conférence, à savoir garantir un réchauffement net de la planète à zéro d'ici le milieu du siècle et ne pas dépasser 1,5 degré Celsius, s'adapter pour protéger les communautés et les habitats naturels des effets dévastateurs du changement climatique, mobiliser le financement du climat et galvaniser la coopération internationale de tous les pays pour tenir les engagements pris, la CETA, par l'intermédiaire de ses églises membres, s'est engagée à promouvoir rapidement l'éco-théologie, l'atténuation, l'adaptation et le suivi de l'utilisation du financement du climat pour renforcer la redevabilité.

Bien que les pertes et dommages attribués au climat aient été mieux reconnus que lors des autres COP, les organisations confessionnelles ont estimé que les pays riches n'ont pas réussi à obtenir un "nouveau" fonds dédié aux pertes et dommages. À la suite de la tournée des événements lors de la COP26, la CETA s'est lancée dans la défense et la promotion d'initiatives résilientes face au changement climatique, notamment la plantation d'arbres, le transfert de technologies, le renforcement des capacités, l'innovation et l'éco-théologie, dans la perspective de la COP27 qui se tiendra en Égypte cette année.

Patricia Kombo est une journaliste spécialiste des questions d'environnement. Elle était une déléguée de l'Afrique à la COP 26.

Il y a un espoir que les pertes et les dommages soient inversés.

Une réflexion personnelle sur la COP 26

En tant qu'activiste climatique du Sud, je trouve que la COP 26 n'a pas tenu compte de toutes les voix, en particulier celles des communautés qui sont confrontées à la véritable crise climatique.

En écoutant les négociations, notamment sur le financement des pertes et des dommages, je me suis sentie nerveuse et frustrée par les nombreux innocents qui devront souffrir et supporter le poids des erreurs d'autres nations qui ne veulent ni réduire leurs émissions, ni payer pour les pertes et les dommages. J'avais bon espoir que la 26ème réunion de la COP tiendrait les promesses de la COP 25 à Paris (France).

Toutefois, l'espoir demeure. Après avoir écouté et échangé avec divers dirigeants d'organisations religieuses sur notre rôle de gardiens de la protection de notre planète, j'ai été convaincue que nous pouvons inverser l'impact négatif.

L'unité des chefs religieux et des jeunes dans la lutte contre le changement climatique lors de la marche mondiale de Glasgow m'a donné l'espoir que nous sommes capables d'influencer les politiques et de tenir nos gouvernements responsables de leurs actions.

« Le bien-être de la terre est notre bien-être », telle était l'une des principales conclusions de la COP 26. En protégeant la terre, nous prenons soin de mon bien-être.



Gorden Simango et Patricia Kombo pendant la COP 26.

Galerie de photos de la CETA à la COP26



L'ÉGLISE DOIT ÊTRE PRÉOCCUPÉE PAR LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE



Par la Révde Angèle WILSON-DOGBE

Depuis des temps immémoriaux, les humains se déplacent pour des raisons légitimes. Les humains migrent d'un endroit à l'autre pour diverses raisons.

L'histoire biblique est pleine de migrations inspirées par Dieu. Abraham a été invité par Dieu Lui-même à se déplacer et à migrer vers un lieu inconnu où il serait béni, (Gn12 : 1ff). Mais face à la sécheresse plus tard, Abraham a décidé de se déplacer sans consulter Dieu et cela n'a pas plu à Dieu. Cela n'a pas fonctionné non plus pour Abraham lui-même, car il a presque perdu sa femme (Gn 12 :10-20).

Ainsi, il est clair que la migration est biblique et légitime, car Dieu peut exiger ou autoriser une personne à migrer pour une raison particulière. Tous les héros de l'Ancien Testament se déplaçaient régulièrement pour une raison ou une autre. Certains ont même été vendus comme esclaves, un acte qui pourrait aujourd'hui être qualifié de traite des êtres humains. Dieu lui-même était en marche aux côtés de son peuple (à travers l'Arche). Et enfin, Dieu a même pris des dispositions dans la loi israélite pour protéger et accueillir les étrangers ou les immigrants (Exode 22 :21 ; Lévitique 19 :3, 10, 34 ; 23 :22 ; Deutéronome 14 :27-29 ; 16 :11, 14 ; 24 :17-21 ; 26 :12-13 ; 27 :19 ; Jérémie 7 :6 ; 22 :3).

De même, la mobilité humaine a également été exprimée dans le Nouveau Testament. En effet, Jésus n'était pas né là où vivaient ses parents, étant donné qu'ils étaient en déplacement pour se rendre dans leur ville natale pour se faire recenser comme l'avait ordonné César Auguste. On peut donc supposer que les parents de Jésus étaient aussi des migrants dans un autre pays.

Par conséquent, il faut comprendre que la migration est un phénomène normal approuvé par Dieu qui peut apporter tant de bienfaits aux humains.

Malheureusement, le phénomène a évolué aujourd'hui avec de nouvelles tendances qui, dans de nombreux cas, sont très dangereuses, déshumanisantes et en violation des droits humains. Les générateurs de ces nouvelles tendances sont, entre autres, les conditions de vie difficiles dues à la mauvaise gouvernance qui se traduisent par la pauvreté, l'insécurité sanitaire et les conflits ; les pratiques socioculturelles néfastes et les catastrophes naturelles.

Ces raisons poussent les peuples ou les personnes à migrer sans respecter les mesures mises en place et les procédures régulières de migration. C'est ce qu'on appelle la migration irrégulière. Un migrant en situation irrégulière est une personne vulnérable et, par conséquent, il risque de faire l'objet d'un trafic avec des risques aux conséquences désastreuses.

En fait, les passeurs gagnent d'énormes sommes d'argent grâce au trafic des personnes. Ces trafiquants utilisent l'exploitation sous ses diverses formes telles que le travail forcé, l'exploitation sexuelle et le prélèvement d'organes.

La migration irrégulière prive les personnes de leurs droits et de leur dignité. Face à ce phénomène odieux et criminel, que devrait alors faire l'église ?

- 1) En tant que prophète dans la nation, représentant donc Dieu parmi le peuple, l'église DOIT travailler avec le responsable du gouvernement sur les sujets, les ONG, les OSC et les autres parties prenantes pour :
 - ❖ Faire pression pour qu'une politique migratoire appropriée soit mise en place dans les pays d'origine, de transit et d'accueil ;
 - ❖ Promouvoir des politiques qui promeuvent l'égalité des sexes dans tous les aspects de la vie, y compris l'éradication des pratiques socioculturelles néfastes ;
 - ❖ Résoudre le problème du chômage des jeunes.
- 2) En tant que prêtre dans la nation, ce qui signifie présenter les problèmes et les préoccupations des personnes à Dieu, l'église DEVRAIT :
 - ❖ Présenter toute situation menant à une migration irrégulière à Dieu pour intervention ;
 - ❖ Offrir un soutien psychosocial aux survivants et à leurs familles ;
 - ❖ Arrêtez de prier pour que les personnes migrent irrégulièrement.
- 3) En tant qu'autorité morale dans la nation, donc modèle, mobilisateur communautaire et voix des sans-voix, l'église DOIT :
 - ❖ Fournir toutes les informations pertinentes en matière de migration (y compris la migration irrégulière)
 - ❖ Sensibiliser les communautés sur les conséquences lourdes et négatives de la migration irrégulière
 - ❖ Sensibiliser sur tous les astuces qui peuvent stimuler chez les personnes le désir de migrer

La Révde. Angèle Wilson-Dogbe est la Coordinatrice Régionale chargée du Bureau Régional de Lomé et de la Migration

Les églises intensifient leur lutte contre la traite des êtres humains au Nigéria



Une photo de groupe des participants à la formation sur la migration irrégulière et la traite des êtres humains dans le sud-ouest du Nigeria.

La migration est un phénomène complexe qui touche divers aspects de notre vie quotidienne tel l'économique, social, sécurité et droits de l'homme ; ceci dans un monde de plus en plus interconnecté.

S'intéressant spécifiquement à la migration irrégulière qui, dans la plupart des cas, conduit au trafic de personnes et à la traite des êtres humains, avec de lourdes conséquences pour les victimes, la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), avec l'aide des gouvernements, aide les églises à mettre fin à ce crime. Aussi la CETA équipe-t-elle l'Eglise pour qu'elle puisse apporter de l'aide et du soutien aux survivants et à leurs familles.

Par conséquent, après une série de consultations régionales, d'ateliers et de formations sur la migration irrégulière, la traite des êtres humains et l'esclavage moderne, une formation sur le sujet a été organisée en collaboration avec l'Institut de l'Eglise et de la Société (ICS) du Conseil Chrétien du (CCN) à Ibadan au Nigéria du 26 au 29 octobre 2021.

La formation est un programme progressif pour les institutions du sud-ouest du Nigeria pour relever les défis, les raisons et les effets de la migration irrégulière et de la traite des êtres humains et pour élaborer des stratégies durables pour résoudre ces problèmes dans

cette communauté particulière. Cette activité est un suivi et une activité qui a commencé par le renforcement des capacités des acteurs religieux en Afrique de l'ouest et centrale anglophone qui s'est tenu du 12 au 16 avril 2021 dans l'État de Lagos au Nigeria, pour impliquer toutes les parties prenantes et les communautés dans le plaidoyer. L'événement a rassemblé 32 participants composés des dirigeants et des représentants de diverses communautés ecclésiales, du réseau de jeunes et des organisations médiatiques comme suit :

- Eglise Méthodiste du Nigeria
- Convention Baptiste du Nigeria
- Eglise Presbytérienne du Nigeria
- Eglise Evangélique Unie (UEC)
- Mouvement des Etudiants Chrétiens du Nigeria (SCM)
- Conseil Chrétien du Nigeria (CCN, Zone Sud/Ouest)
- Eglise de la Communauté de Prière de Seigneur (TCLPF)
- Université Dominicaine
- Université d'Ibadan
- Eglise du Nigeria (Communion Anglicane)
- Journal la Tribune
- Autorité de la Télévision Nigérien (NTA)

Choquant ! Des filles vendues comme esclaves sexuelles au Burkina Faso

Lydia House fournit un abri sûr à celles qui sont secourues

Des histoires choquantes de filles victimes de la traite des personnes à des fins de prostitution au Burkina Faso font partis du lot des quotidiens des pasteurs Jacob et Rachel Adeniji.

Les deux pasteurs et leurs enfants dirigent la Lydia House, un refuge pour les filles qui ont été secourues après avoir été victimes de la traite et vendues pour se prostituer.

Le Révérend Jacob a relaté à un public sous le choc lors d'une formation sur la migration irrégulière à Ibadan, au Nigeria (voir article séparé), l'expérience traumatisante que ces filles vivent en tant que victimes de la traite par des personnes en qui elles ont eu confiance. Il a en outre présenté le programme de sauvetage et de réhabilitation que Lydia House propose depuis 25 ans.

Le processus

Le Révérend Adeniji a signalé que l'allure à laquelle les filles nigérianes sont victimes de la traite des êtres humains à des fins de prostitution au Burkina Faso est très alarmant. Les villes de Cotonou et de Lomé, respectivement du Bénin et du Togo, sont les ports de transit.

Il a expliqué que le Ghana est intentionnellement évité car les victimes étant des anglophones, elles pourraient demander de l'aide à tout moment si elles sentaient un danger. Ainsi, aillant été conduites dans un endroit où elles manquent de compétences linguistiques ou d'autres connaissances de base, elles deviennent vulnérables et, par conséquent facilement exploitables.

Le Révérend Adeniji a donné un autre chemin utilisé par les trafiquants où les victimes sont emmenées à Saki dans l'état d'Oyo, d'où elles prennent un véhicule direct pour le Burkina Faso.



Une cabane de l'une des filles qui attend les clients à côté



Une cabane fermée, paraît-il que la fille s'occupe d'un client.



Dans le palais de l'Oba, Lydia House travaille avec la police et les chefs traditionnels

A leur arrivée au Burkina Faso, certaines des filles sont vendues à des femmes qui tiennent des maisons closes, dans des villages reculés, où les filles sont exploitées sexuellement. Ces villages sont très rentables pour de telles entreprises car il y a des mines d'or avec des expatriés qui dirigent les sociétés d'extraction.

Les filles sont hébergées et exercent le business pour lequel elles sont engagées dans des huttes construites en tissage et bâtons de maïs de Guinée recouverts de cellophane.

Le Révérend Adeniji a tristement exposé que les filles sont surveillées par des bandits indigènes, qui sont souvent leurs petits amis forcés. Il a noté que certaines filles sont mortes le jour même de leur arrivée au Burkina Faso alors qu'elles tentaient de résister aux trafiquants, s'étant rendu compte qu'elles avaient été trompées.

D'autres meurent dans leurs huttes soit pour avoir désobéi au « petit ami » ou à la propriétaire du business en refusant de satisfaire un « client » particulier exigeant un service que les filles considèrent comme étant tabou. Elles sont retrouvées massacrées, fusillées, étranglées ou brûlées à mort parce que le petit ami ou le groupe terroriste a mis le feu à la cabane la nuit avec des personnes à l'intérieur, en veillant à ce que personne ne s'échappe.

Selon les pasteurs, la Communauté Nigériane au Burkina Faso n'a pas pu retrouver les familles de nombreuses victimes dont les cadavres sont encore dans les morgues, alors que certaines sont enterrées comme des chiens dans divers villages du Burkina Faso par les femmes propriétaires des maisons close

; alors que leurs familles croient encore qu'elles sont en Europe pour gagner de l'argent et qu'un jour, celles-ci (les familles) recevront un transfert.

Le révérend Adeniji a appelé les chefs d'église à agir, car de nombreuses filles meurent encore parce qu'elles ont été trompées, victimes de la traite et contraintes à la prostitution.

Comme action immédiate pour tenter de secourir les filles, la maison Lydia a travaillé en collaboration avec les parties prenantes, les partenaires, les gouvernements et les chefs de village pour obtenir les résultats suivants :

- Entre novembre 2018 et juillet 2019, plus de 100 victimes, dont la plupart sont des adolescentes, ont été secourues et renvoyées au Nigeria.
- La traite a été déplacée de l'état d'Edo vers les états Yoruba au Nigéria lorsque le Oba du Bénin city (le chef traditionnel) s'est levé pour lutter contre la traite en terre d'Edo
- Le Oba du Bénin city (Nigeria) a réuni tous les prêtres traditionnels et leur a fait annuler tous les serments qu'ils ont amené les victimes de la traite à prêter et a déclaré ces serments nuls et non avendus.
- Le Oba du Bénin a également jeté une malédiction sur quiconque trafiquerait des femmes, des enfants et des hommes de la terre d'Edo pour la prostitution à l'intérieur et à l'extérieur du Nigeria.

L'incorporation du Oba (dirigeant traditionnel) dans la lutte a eu un effet très percutant, avec une forte réduction du trafic dans l'État d'Edo.



Le prêtres de la religion traditionnelle prêtant serment pour annuler tous les serments qu'ils ont amené les victimes de la traite à prêter et a déclaré ces serments nuls et non avendus.

La CETA déploie une équipe d'observateurs des élections présidentielles en Gambie



Par le Rév. Charles Berahino



L'équipe prête pour l'observation des élections, photo prise le 4 décembre 2021.

Une équipe de cinq observateurs internationaux a été déployée par la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) pour une mission de paix et d'observation des élections présidentielles qui ont eu lieu en Gambie le 4 décembre 2021. L'équipe, composée de quatre chefs religieux et d'un membre du personnel de la CETA, était là pour accompagner le Conseil Chrétien de la Gambie, qui joue un rôle important dans la vie sociale, économique et politique du pays.

Les membres de la délégation étaient le Révérend Dr Supo Ayokunle Samson Adeniyi du Nigeria, le Sheikh Abu Bakarr Conteh de Sierra Leone, la Révérende Dr Vivian Balasu Addo du Ghana, le Révérend Winfred Korku Domi du Ghana et le Révérend Charles Berahino, Secrétaire Exécutif pour la Paix et Diaconie à la CETA.

Avant de commencer sa mission, l'équipe a rencontré différentes parties prenantes, notamment la Commission Electorale Indépendante (CEI) ainsi que trois ministres dont les ministères sont étroitement liés au travail de la Commission.



L'équipe a été reçue par l'Honorable Yankuba JN SONKO (en bleu), ministre des affaires intérieures et de la sécurité, photo prise le 3 décembre 2021.

La délégation a été informée brièvement de l'état de préparation de la Commission et a reçu l'assurance d'une élection transparente et pacifique. Elle a expliqué la mission de la CETA, a encouragé les personnalités ghanéennes ci-haut mentionnées et a prié pour une élection pacifique.

La délégation de la CETA a remercié la CEI de lui avoir accordé son accréditation, et a affirmé son engagement à appeler à la paix avant, pendant et après l'élection.

L'équipe a été reçue par l'Honorable Mamadou Tangara, ministre des Affaires Etrangères, ainsi que par le ministre de la Pêche, des Ressources Hydrauliques et des Affaires de l'Assemblée Nationale. Elle a également rencontré le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité.

Le jour des élections, la délégation a visité 10 bureaux de vote. En Gambie, les électeurs votent en laissant tomber une bille dans un bac marqué de la couleur et de la photo de leur candidat, une pratique qui remonte à l'époque où le pays était une colonie britannique.

Dans la soirée du jour de l'élection, l'équipe a eu le privilège de visiter la salle de situation. Elle a appris qu'il y avait des problèmes de noms manquants et de billes qui n'entraient pas dans les urnes. Ces problèmes ont été expliqués par une double inscription et par la peinture des urnes qui a fini par

réduire la taille des trous, rendant difficile le passage des billes.

L'équipe d'observation a conclu que l'élection présidentielle en Gambie était libre et équitable. La délégation a félicité le gouvernement et le peuple de la Gambie ainsi que la CEI pour la bonne organisation de l'élection. Tout était en place à temps pour permettre aux gens de voter dans les bureaux de vote, et le décompte des voix a été transparent et clair. Même s'il y a eu quelques petites lacunes, le processus en soi était démocratique. Les résultats de l'élection ont été annoncés alors que l'équipe était encore dans le pays. Le président sortant, Adama Barrow, a été déclaré vainqueur. Ses rivaux ont contesté les résultats du vote.

La CETA continuera à accompagner le Conseil Chrétien de la Gambie dans ses efforts pour consolider la paix dans le pays. En outre, étant donné que la Gambie est un pays à majorité musulmane, les musulmans constituant 96 % de la population et les chrétiens environ 3 %, la CETA aidera à promouvoir le dialogue et la coopération interconfessionnels pour que les deux parties continuent à travailler ensemble en élevant leur voix prophétique.

Le Rév. Charles Berahino est le Secrétaire Exécutif de la CETA pour la Paix et la Diaconie. Il est accessible à l'adresse cberahino@CETA-ceta.org

Renforcer la capacité des églises pour consolider la paix en République Centrafricaine

Les chefs de confessions religieuses ont tenu une consultation de deux jours à Bangui, la capitale de la République Centrafricaine, sur leur rôle dans la consolidation de paix dans le pays. La consultation était organisée par la Conférence des Eglises de toute l’Afrique (CETA) en partenariat avec l’Eglise Protestante du Christ-Roi dans le pays. Quarante chefs religieux en provenance des églises protestantes, de l’Eglise Catholique et des musulmans y ont pris part. Ils se sont réunis pour réfléchir sur les meilleurs de continuer avec la feuille de route de la paix.

Dans l’ensemble, le but était de renforcer les capacités des chefs d’églises et d’autres acteurs pour jouer des rôles proactifs en vue d’approfondir la culture de la paix et la coexistence pacifique en République Centrafricaine.

De façon plus concrète, le but était de faire comprendre aux participants le sens du conflit, la transformation des conflits ainsi que le rôle de l’Eglise dans la prévention et la transformation des conflits pour partager sur terrain les expériences apprises. La consultation, qui s’est tenue en français, a focalisé ses présentations sur les domaines thématiques suivants :

- ✓ Compréhension du conflit: moteurs et déclencheurs
- ✓ Approches bibliques de la consolidation de la paix
- ✓ Stratégies de prévention et de transformation des conflits
- ✓ Le rôle des chefs d’église dans la consolidation de la paix et la Réconciliation nationale
- ✓ Coopération interreligieuse et dialogue pour la paix en République centrafricaine

La consultation comportait également un partage d’expériences et de leçons apprises sur ce que les communautés font sur le terrain en République Centrafricaine. D’éminents chefs religieux ont

répondu à l’invitation de l’Eglise Protestante Christ-Roi. L’Eglise Catholique était représentée au plus haut niveau par Son Excellence le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque métropolitain de Bangui. La consultation s’est terminée par une communication et un appel à l’action. La consultation a également fourni une occasion pour les chefs religieux de relancer la Plateforme interreligieuse/ interconfessionnelle, qui était jusque-là dormante.



Photo de groupe des participants à la consultation, prise le 20 octobre 2021



Révérend Charles Berahino, Secrétaire Exécutif pour la Paix et la Diaconie, après la rencontre avec Son Excellence le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, Archevêque catholique métropolitain de Bangui.

Des chefs d'églises africains formés sur le leadership, la diaconie et le développement.



Participants à la formation des dirigeants d'Eglise en diaconie, leadership et développement, Nairobi, le 9 Novembre 2021.

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) et le Conseil Œcuménique des Eglises (COE) ont organisé conjointement une formation de responsables d'églises en Afrique. La formation qui a eu lieu au Centre de Conférence Desmond Tutu (DTCC) à Nairobi s'est déroulée du 8 au 12 novembre 2021.

L'atelier de renforcement des capacités qui a réuni des dirigeants d'églises d'Afrique orientale, centrale et australe a grandement contribué à une prise de conscience sur les problèmes auxquels est confrontée la vie du peuple de Dieu et les dirigeants ont acquis des connaissances leur permettant de mieux gérer et de réfléchir stratégiquement à la prestation des services sociaux.

L'atelier a exploré des sujets tels que les bases bibliques et théologiques de la diaconie, la diaconie et la mission de l'église, les ODD et l'Agenda 2063 : pertinence pour la mission chrétienne, la diaconie et le mouvement œcuménique, Leadership transformationnel, gestion des ressources humaines, investissement éthique pour la durabilité et gestion stratégique.

Les chefs d'églises ont été dotés de compétences fondées sur des connaissances dans les domaines du leadership, de la diaconie et du développement. En prenant soin du peuple, l'église a la responsabilité de montrer une option préférentielle pour les pauvres et d'être la voix des sans-voix. Les chefs d'églises ont accueilli la réunion comme une grande révélation et ils ont exprimé le souhait de voir le travail de diaconie institutionnalisé dans leurs différentes églises.

Combattre les théologies déroutantes dans les églises africaines



Par le Prof. Bosela Eale

La CETA organise le 3^{ème} symposium sur les théologies de la guérison

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), à travers son Département de Théologie, Relations interreligieuses et Développement du Leadership ecclésial, a tenu son troisième symposium annuel sur les théologies déroutantes du 22 au 24 novembre 2021, au Centre de Conférence Desmond Tutu à Nairobi, Kenya.

Son thème était centré sur les controverses au sujet des théologies de Santé et guérison. Les théologies déroutantes sont profondes et répandues dans l'Eglise africaine, une réalité qui met en jeu l'avenir de l'Eglise africaine. La santé et la guérison sont quelques-unes des théologies mal interprétées dans le Christianisme africain, en particulier chez les pentecôtistes charismatiques et les Eglises Indépendantes d'Afrique (EIA), ce qui requiert une modération théologique à travers les dialogues.

C'est pourquoi la CETA a pris le mandat, à travers une série de symposiums, pour arbitrer l'atténuation de ces théologies déroutantes, afin de sauvegarder l'avenir de l'Eglise africaine contre de telles hérésies théologiques. Des théologies déroutantes mettent en danger l'économie de la Trinité et l'unité des Personnes Trinitaires, dans leur travail vers le monde en accomplissant la Missio Dei à travers l'Eglise.

De même, ils visent à démanteler, menacer les doctrines orthodoxes de la Bible, les pratiques éthiques et les lignes du fil biblique de la Bible. Cela rend des croyants spirituellement vulnérables, à la merci de prédicateurs commerciaux parasites.

Il s'agit du troisième symposium théologique. La CETA a tenu son 3^{ème} symposium pour réfléchir sur les théologies de la guérison et dénoncer les théologies déroutantes dans les églises africaines afin de poser un fondement théologique approprié à travers une série de symposiums visant à démanteler les théologies déroutantes et maintenir une théologie orthodoxe en fixant des critères théologiques et un cadre pour déterminer les signes et les éléments des théologies déroutantes dans l'Eglise sur le Continent Africain.

L'une des méthodologies consiste à retravailler

les terminologies théologiques dans une Afrique contextuelle. Ainsi, la CETA s'est engagée à fournir un cadre théologique juste et équilibré pour développer un contenu théologique approprié pour répondre aux controverses croissantes qui tourmentent les théologies de la santé et de la guérison.

La CETA reconnaît une longue implication chrétienne sur le thème de la guérison. Cependant, ces dernières années, la guérison a suscité beaucoup d'intérêt dans l'Eglise à tous les niveaux, et c'est ce qui a incité la CETA à l'examiner de plus près. Il y a une augmentation du nombre de guérisseurs, y compris chrétiens pratiquants qui appartiennent à une mission ou aux églises indépendantes africaines, ou traditionalistes qui guérissent principalement par la prière, l'imposition des mains aux malades ainsi que l'utilisation des eaux bénites et des plantes médicinales.

Faith healers operate on healing power, which they believe comes from God through an ascetic state and trance-contact with a Christian holy spirit, and to some extent ancestral spirit. AACC is cognizant of the churches that teach sound doctrine, but with limited practice on the theology of health and healing, which is a biblical relevant theme.

Les guérisseurs de la foi opèrent sur le pouvoir de guérison, qu'ils croient détenir de Dieu dans un état ascétique et des contacts en transe avec un esprit saint chrétien, et dans une certaine mesure, à un esprit ancestral. La CETA est consciente des églises qui enseignent la saine doctrine, mais avec une pratique limitée sur la théologie de la santé et de la guérison ; ce qui constitue un thème biblique pertinent.

Le professeur Bosela est le directeur du département de théologie, relations interreligieuses et développement du leadership ecclésial. Il peut être contacté à bosealeale@aacc-ceta.org

La théologie doit contribuer à la transformation de l'Afrique



La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), en collaboration avec 14 grands réseaux théologiques et chrétiens en Afrique, a tenu une consultation inaugurale des réseaux africains et chrétiens au Centre de Conférence Desmond Tutu, Nairobi, Kenya du 26 au 28 novembre 2021. Le thème de la consultation était Education théologique pour une croissance durable dans les Églises et la société en rapport avec l'Agenda 2063.

La réunion a noté la nécessité d'une contextualisation dans l'enseignement théologique afin de répondre aux besoins de l'Eglise et de la société en Afrique. La consultation s'est inspirée de cinq autres consultations sur formation théologique organisées entre 2018 et 2020.

La consultation avait un caractère unique. C'était la première fois sur le continent de réunir des réseaux théologiques de différentes doctrines théologiques. L'objectif principal de la consultation était d'explorer les voies et moyens pour que la formation théologique soit plus pertinente et contextuelle en vue de répondre aux besoins de la croissance de l'Eglise et de son service à la société. Il visait donc à renforcer la capacité des réseaux chrétiens en Afrique (CETA, AEA, OAIC, etc.), des réseaux d'institutions théologiques, des dénominations et des principales institutions pour soutenir la formation théologique en Afrique en développant une pédagogie et un programme contextuel à l'Afrique



Centre de Conférence Desmond Tutu



Niché dans le quartier des affaires Westlands en constante évolution de Nairobi, et se vantant de 104 chambres luxueuses confortablement meublées à double-lits et lits jumelés, le Centre de Conférences Desmond Tutu est votre destination indiquée et incontournable.

Complété par 9 salles de conférence avec des capacités de réunion de 10 à 800 participants et l'état des installations artistiques, l'hôtel est idéal pour les affaires et les loisirs. Un restaurant sur place sert le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner, tandis que la salle de gym dans l'enceinte du centre peut vous aider à bien démarrer la journée ou à détendre vos muscles après une journée fatigante.

Le Centre de Conférences Desmond Tutu est affilié à la Conférence des Eglises de toute l'Afrique, l'organisme œcuménique pour toutes les églises d'Afrique, et l'hôtel est fier de cette association car c'est le pilier et l'orientation sous le leadership visionnaire duquel, l'hospitalité s'ajoute à la valeur.



CHAMBRES

Toutes les 104 chambres Du Centre de Conférence Desmond Tutu combinent confort et simplicité pour offrir à nos hôtes paix et calme après une longue journée de voyage ou réunion d'affaires. Chaque chambre est équipée de TV numérique haute résolution et connectivité WIFI complémentaire à haut débit.



CONFERENCE

L'hôtel dispose d'un espace combiné de 1 169,5 m² (12 588 pi²) réparti sur 9 pièces, toutes éclairées par la lumière du jour. Lieu parfait aussi bien pour les petites réunions et les réunions intimes de moins de 10 personnes aux grands rassemblements de plus de 800 participants.

Les installations comprennent un équipement audiovisuel de pointe, climatisation, services de visioconférence, cabine de traduction et équipement d'interprétation vocale simultanée

RESTAURANTS

L'hôtel dispose de 2 restaurants sur place avec une capacité d'assise combinée d'accueil de 200 invités à tout moment servie par une équipe de chefs professionnels et un personnel de service prêt à livrer des plats authentiques des cuisines du Centre de Conférence Desmond Tutu. L'hôtel offre également une gamme de plats pour clientèle hors-site.



CONTACTS

Telephone: +254 710 734728 | +254 20 4440224, 4442215 Email: reservations@CETA-ceta.org | marketing@CETA-ceta.org |
Website: www.desmondtutuconference.org